

## La protection sociale commence à prendre fin avec la montée de la récession

STEVE SUPPAN



Maintenant que la récession économique a été officiellement reconnue aux États-Unis, il y a peu de défenseurs des projections de revenu optimistes des gouvernements des États et du gouvernement fédéral qui ont servi en 2000-2001 à justifier les coupes fiscales qui bénéficient largement aux riches. Un analyste a noté, «[o]n a dégagé la voie pour ces coupes fiscales sélectives non pas simplement par des projections qui ne prévoyaient pas d'imprévu, mais par une comptabilité novatrice digne d'Enron !<sup>1</sup>

Avec la disparition des excédents budgétaires projetés sont venus s'ajouter des appels à des réductions budgétaires qui affecteront de manière disproportionnée des programmes sociaux déjà insuffisamment financés. Le gouvernement fédéral peut compter sur le financement du déficit par l'emprunt pour combler ses déficits budgétaires, notamment un accroissement massif des dépenses militaires pour la «guerre contre le terrorisme». Toutefois, les gouvernements des États, qui sont les principaux pourvoyeurs des services de protection sociale, sont empêchés par leurs constitutions d'emprunter pour financer ces programmes. Cette interdiction de l'emprunt imposée aux États signifie que les budgets des programmes sociaux seront probablement réduits. Une fois de plus, le gouvernement américain omet d'accorder la priorité à la réalisation des engagements du Sommet social mondial sur le développement.

### Pauvreté des données officielles sur la pauvreté

La capacité technique en matière de collecte et d'interprétation des données limite la capacité de certains gouvernements à évaluer les effets de leurs politiques. Toutefois, aux États-Unis, la capacité technique est moins une limite que ne le sont les définitions statistiques dépassées de la pauvreté qui entravent l'analyse et donc la formulation réaliste de politiques, afin de réduire la pauvreté et les problèmes sociaux qui y sont associés.

En septembre 2001, le Bureau du Recensement américain a annoncé qu'à partir d'une enquête par sondage sur 50.000 ménages, il avait déterminé que le «taux de pauvreté en 2000 avait enregistré une baisse à 11,3% [de la population américaine]... pas différente statistiquement de son chiffre le plus bas, à 11,1% en 1973.»<sup>2</sup> Le seuil de pauvreté pour une famille de quatre personnes a été fixé à 17.603 dollars US.<sup>3</sup> Les partisans de la législation américaine «intégration sociale par le travail» de 1996, qui a réduit le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire et pécuniaire, ont favorablement accueilli l'annonce du Bureau du recensement comme preuve que les programmes «d'intégration sociale par le travail» réduisaient la pauvreté. Toutefois, les seuils de pauvreté fédéraux sont calculés selon une formule reposant sur le budget de l'alimentation, qui n'a pas changé de manière significative depuis 1965.<sup>4</sup> Comme l'a noté un détracteur de la définition officielle américaine de la pauvreté, «[s]i le prix des produits

alimentaires a effectivement baissé au cours des 50 dernières années, les familles pauvres doivent actuellement dépenser de plus grandes parts de leur budget pour le logement et l'entretien des enfants.»<sup>5</sup>

### Quelles dépenses effectuer – alimentation, chauffage ou assurance pour les soins de santé?

La limitation à 5 ans dans le cycle de vie, de l'assistance pécuniaire en faveur des familles et des personnes pauvres, requise par la législation de 1996, a été approuvée en pleine période de prospérité macro-économique. Actuellement, selon la formule d'un titre du *New York Times*, «Au moment où la protection sociale tire à sa fin, l'emploi en fait de même». Ce sont les emplois qui devaient permettre aux personnes pauvres de ne plus dépendre de l'assistance publique.<sup>6</sup> La récession a été particulièrement dure pour les femmes ayant des enfants. D'octobre à novembre 2001, le taux de chômage parmi les femmes chefs de ménage est passé de 6,9% à 8,3%, soit une hausse de 20%.<sup>7</sup> Les enfants dans ces ménages constituent une grande partie des 7% d'enfants américains qui reçoivent une aide alimentaire et pécuniaire fédérale. Selon les normes fédérales dépassées de la pauvreté, environ 16% des enfants sont pauvres.<sup>8</sup>

Selon un rapport de Second Harvest, le plus grand réseau d'aide alimentaire d'urgence aux États-Unis, 45% des 23 millions d'assistés d'urgence qu'ils ont servis l'an passé «avaient à choisir entre acheter des produits alimentaires et payer les services publics ou le chauffage».<sup>9</sup> Outre le recours accru aux programmes non-gouvernementaux d'aide alimentaire mentionné ci-dessus, la participation au Programme gouvernemental de bons alimentaires a enregistré une hausse de 8% d'octobre 2000 à octobre 2001. Les bons alimentaires sont des bons financés par le gouvernement pour l'achat de produits alimentaires de base. Des critères d'éligibilité plus stricts au Programme de bons alimentaires ont entraîné une chute de 40% ou plus de la participation à ce Programme dans 5 États américains, depuis la législation sur la protection sociale de 1996.<sup>10</sup> De nombreux anciens bénéficiaires du Programme de bons alimentaires reçoivent actuellement une aide alimentaire essentiellement des institutions religieuses.

Le faible revenu des ménages était la raison essentielle pour laquelle 39 millions de résidents américains n'étaient pas en mesure de prendre une

1 Paul Krugman, «Our Wretched States», *The New York Times*, 11 janvier 2001. Enron, entreprise qui a contribué le plus généreusement à la campagne de l'ancien gouverneur George W. Bush, actuellement président des États-Unis, fait l'objet d'une enquête criminelle fédérale pour des pratiques comptables peut-être frauduleuses.

2 «Poverty: 2000 Highlights», Bureau du recensement américain (20 septembre 2000) à : <http://www.census.gov/hhes/poverty/>

3 «Poverty 2000», Bureau du recensement américain, 20 septembre 2000 à : <http://www.census.gov/hhes/poverty/threshold/thres00.html/>

4 Gordon Fisher, «The Development and History of US Poverty Thresholds – A Brief Overview», hiver 1997, à : <http://aspe.hhs.gov/poverty/papers/htpgssiv.html/>

5 Laura Maggi, «The Poor Count», *The American Prospect*, 14 février 2000, à <http://www.prospect.org/print/V11/7/devil2.html/>

6 Nina Bernstein, «As Welfare Comes to an End, So Do the Jobs», *The New York Times*, 17 décembre 2001.

7 «The Economic Stimulus Package Must Include Unemployment Insurance for Low-Wage Working Women», National Women's Law Center (révisé en décembre 2001) à : <http://www.nwl.org/>

8 Peter Edelman, «A Fairness Agenda for the Bush Era», *The Nation*, 23 avril 2001.

9 Douglas O'Brien et Halley Torres Aldeen, «Hunger in America 2001», Second Harvest.

10 «Food Stamp participation shoots up since last year», *Nutrition Week*, 7 janvier 2002.

assurance maladie en 2000, selon les données du Bureau du recensement américain. En 1991, 14,1% des citoyens américains n'avaient pas d'assurance maladie à un moment quelconque de l'année. Après 9 années d'une expansion économique sans précédent aux Etats-Unis, en 2000, 14% de la population n'avait pas d'assurance.<sup>11</sup> La législation visant à étendre l'assurance maladie à plus de résidents américains est bloquée par les débats sur le budget au Congrès.

### Politique fiscale de l'administration Bush et ses impacts sur les programmes sociaux

Le premier discours sur le budget du Président George W. Bush appelait à des coupes fiscales d'un montant de 1,6 mille milliards de dollars US, qui ont été accueillies par de vifs applaudissements.<sup>12</sup> Certains de ces applaudissements venaient de ceux qui recherchaient des coupes fiscales de Bush et reproduisent les résultats du plan fiscal de 1981 de Ronald Reagan, rendant «structurellement impossible la recherche de fonds pour les programmes sociaux nationaux», selon les propos du directeur du budget de Reagan.<sup>13</sup> En juin, le Congrès a approuvé des réductions fiscales d'un montant de 1,35 mille milliards de dollars US sur une période de 10 ans, juste 4 mois avant la reconnaissance par le gouvernement que les Etats Unis étaient en récession depuis mars 2001. Il y a actuellement un débat national sur la mise en œuvre des réductions fiscales. Les résultats de ce débat affecteront les politiques et le budget destinés à remplir les engagements souscrits dans le cadre du Sommet social mondial sur le développement.<sup>14</sup>

Contrairement à ce que montrent les indicateurs économiques majeurs qui signalaient une récession de plus en plus forte avant le 11 septembre, des défenseurs de la politique économique américaine, tels que le président de la réserve fédérale, Alan Greenspan et l'ancien Secrétaire du trésor Robert Rubin, ont soutenu que les conséquences économiques des attaques du 11 septembre avaient interrompu un début de sortie de la récession en cours.<sup>15</sup> Les contraintes budgétaires, découlant en partie de l'impact économique des attaques du 11 septembre, sont en train d'être invoquées pour justifier la poursuite ou même la suppression de programmes d'aide alimentaire et péuniaire déjà inadéquats.<sup>16</sup> Toutefois, certains partisans des réductions de l'aide aux pauvres soutiennent qu'un programme de réductions fiscales et de subventions fiscales d'un montant de 202 milliards de dollars US en faveur des personnes à revenu élevé et des entreprises aidera l'Amérique à se remettre des attaques du 11 septembre.<sup>17</sup>

Un projet de loi destiné à stimuler l'économie, approuvé par la Chambre des Représentants, transfèrera 41% des 202 milliards de dollars US à la tranche supérieure de 1% des revenus américains, et 6% à la tranche inférieure de 60% des revenus<sup>18</sup>. Le projet de loi comprend une disposition, recherchée par les lobbies depuis 15 ans, visant à abroger la Taxe minimale alternative (*Alternative Minimum Tax – AMT*) pour les entreprises. Selon une analyse de Public Citizen, si le projet de loi est approuvé par le Sénat et promulgué par le Président George Bush, 16 entreprises bénéficieront près de 7,5 milliards de dollars US de dégrèvements fiscaux. Entre 1992 et 2000, ces entreprises ont simplement dépensé 45,7 millions de dollars US pour influencer sur la législation.<sup>19</sup>

### Impacts de la politique étrangère américaine sur le bien-être social<sup>20</sup>

La position unilatérale pugnace sur les grandes questions de politique étrangère durant les 9 premiers mois de l'administration Bush, par exemple sur le réchauffement de la terre, s'est transformée en multilatéralisme américain nécessaire, sur le plan tactique, à la suite des attaques du 11 septembre. En reconnaissance de la nécessité de l'appui des Nations-Unies pour la «guerre contre le terrorisme», le Congrès américain a voté, peu de temps après le 11 septembre, le paiement de «582 millions de dollars US d'arriérés dus à l'ONU depuis de longues années.»<sup>21</sup> On ne peut prédire en toute confiance si le «multilatéralisme à la carte» américain, selon les termes de Richard Haass<sup>22</sup> du Département d'Etat, appuiera ou non les programmes des Nations-Unies pour remplir les engagements du Sommet social mondial sur le développement.

Préalablement au 11 septembre, des changements d'attitude du public en ce qui concerne l'aide étrangère indiquaient un meilleur climat politique pour accroître l'aide étrangère. Des sondages d'opinions de 2001 sur les attitudes du public américain en ce qui concerne l'aide étrangère montre que «une majorité écrasante» appuie «les efforts visant à réduire la faim et la pauvreté – beaucoup plus que pour l'aide étrangère dans son ensemble.»<sup>23</sup> En 1995, 64% des personnes enquêtées étaient favorables à la réduction de l'aide étrangère. Mais en 2001, seulement 40% appuyaient de telles réductions (la marge d'erreur des sondages était de +/- 3,5-4%).<sup>24</sup> En 2001, quand les enquêteurs ont demandé aux personnes enquêtées d'estimer «quelle part du budget fédéral était consacré à l'aide étrangère, l'estimation médiane était de 20% du budget – 20 fois plus que le montant effectif, qui était juste en dessous de 1%. Seulement 5% des personnes enquêtées ont estimé le montant à 1% ou moins».<sup>25</sup> Il n'y a eu, à ce jour, aucun leadership politique pour transformer cet appui populaire en faveur de l'aide étrangère en affectations budgétaires.

La Global Development Alliance (GDA), nouveau «modèle d'entrepreneuriat» de l'USAID (US Agency for International Development), se limite à coordonner, faciliter et établir des réseaux avec le secteur privé, et le «secteur tertiaire» (ONG, syndicats, églises, etc.) pour remplir le mandat de l'USAID en matière d'aide étrangère. Le Secrétariat de la GDA a été officiellement installé le 26 novembre 2001 en tant que «unité de ressources techniques qui catalyse et appui la création d'alliance et leur mise en œuvre.»<sup>26</sup> Parmi les alliances, nous avons retenu les suivantes: Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation ; Alliances pour la production et la distribution du café/cacao ; Programmes de recherche agricole environnementale en partenariat public-privé Etats-Unis/Asie (par exemple Monsanto Company et l'Institut de recherche agricole du Kenya) ; et Alliances TechnoServe pour la croissance économique rurale (par exemple l'aide de Cargill pour «développer des entreprises oléagineuses compétitives en Afrique australe»). En raison de l'hétérogénéité et du caractère privé/public de nombreux programmes du GDA, il sera difficile pour *Contrôle Citoyen* de vérifier et d'analyser les résultats du GDA, comme ceux des programmes de «partenariat» antérieurs de l'USAID, en terme de respect des engagements souscrits dans le cadre du Sommet social mondial sur le développement. ■

11 «The 39 Million Who Mustn't Get Sick», *The Wall Street Journal*, 27 décembre 2001.

12 «Bush's Bogus Budget», *The Nation*, 19 mars 2001 p. 3.

13 Edelman, *op. cit.* note de bas de page 17.

14 «Coalition Joins Call For Delaying Additional Tax Cuts for the Wealthy to Meet Urgent National Priorities», National Women's Law Center, communiqué de presse, 16 janvier 2002, à <http://www.nwlc.org/>

15 Christian E. Weller et Laura Singleton, «Prosperity wasn't just around the corner. Signs indicating weakening economic performance before September 11 attacks.» Economic Policy Institute. Issue Brief #166, 4 octobre 2001. à <http://www.epinet.org/issuebriefs/ib166.html/>

16 Marc Cohen, «City's Poor Don't Need More Belt-Tightening», *Newsday*, 12 octobre 2001.

17 «Latest GOP Corporate Tax-Giveaway 'Compromise' Looks Almost Identical to Original Bloated Plan». Citizens For Tax Justice. 16 décembre 2001, à : <http://www.ctj.org>

18 «The Wealth Concentration Act». Citizens for Tax Justice in *Multinational Monitor*, novembre 2001, p. 25.

19 Nancy Watzman, «The Corporate Tax Break Feeding Frenzy», *Multinational Monitor*, novembre 2001, pp. 24-26.

20 Pour des informations sur les prétentions de la politique commerciale américaine en matière de promotion du développement social, voir documents à : <http://www.wtwatch.org/>

21 John G. Ruggi, «The UN: Bush's Newest Ally?», 31 décembre 2001, p. 18.

22 *Ibid.*, p. 20.

23 «Executive Summary: Americans on Foreign Aid and World Hunger: A Study of U.S. Public Attitudes». Programme on international Policy Attitudes. University of Maryland – College Park, 2 février 2001, p. 2.

24 «Findings: Americans on Foreign Aid and World Hunger: A Study of U.S. Public Attitudes». Programme on international Policy Attitudes (2001), p. 1.

25 «Introduction: Americans on Foreign Aid and World Hunger: A Study of U.S. Public Attitudes». Programme on international Policy Attitudes (2001), p. 1.

26 «USAID's Global Development Alliance», United States Agency for International Development, à : <http://www.usaid.gov/gda/index.html/>